



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 15 au 20 avril 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

REACTIONS SUR LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT MAHAFALY

Les membres du nouveau gouvernement dirigé par Mahafaly Solonandrasana Olivier ont été révélés le 15 avril 2016. A peine formée, le gouvernement composé de 32 ministres dont 19 reconduits et 13 nouveaux, devra présenter son programme à la session ordinaire de la Chambre basse, qui aura lieu la semaine prochaine. Suite à ces nominations, les cérémonies de passation au niveau des ministères se sont succédé les 18 et 19 avril 2016. Les promesses d'une meilleure gouvernance et de continuité des affaires de l'Etat ont afflué lors des discours d'investiture, suscitant une vague de réactions auprès de l'opinion publique.

Si la TVM ne tarit pas d'éloges à l'égard de la nouvelle formation gouvernementale, en soulignant que cette dernière est représentative des différentes régions de la Grande Ile, beaucoup portent un autre regard sur la composition de l'équipe. En effet, le député Joseph Randria, élu à Belo, a déploré au micro de MA-TV, que sa région ne soit pas représentée au sein du gouvernement, en dépit de l'effectif important des ministres issus du Sud de l'île. Le parlementaire regrette, en outre, que « l'ouverture » tant prônée par l'Exécutif n'ait pas été respectée. Cet avis a été partagé par le député élu à Ikongo, Jean Brunel Razafitsiandraofa, lequel a dénoncé le fait que le Président n'ait pas privilégié le « changement » dans la constitution de l'équipe gouvernementale. Jean Brunel Razafitsiandraofa qualifie, par ailleurs, la suppression du ministère du Travail et des Lois sociales « de grossière erreur ». « Quel département devrait élaborer des projets destinés à créer des emplois ? », interroge-t-il. FREE FM a également recueilli les réactions de diverses personnalités, comme l'ancien membre du Conseil supérieur de la Transition, Gérard Andriamampionona. Ce dernier soutient que la politique appliquée par Hery Rajaonarimampianina à Madagascar reste floue, que celui-ci ne montre aucune volonté à œuvrer pour le développement du pays. Pour preuve, la corruption et le favoritisme prévalent toujours à Madagascar. Au micro de la même station, l'économiste Roger Ralison estime que l'économie du pays va régresser face à la situation actuelle, du fait que l'Etat n'adopte aucune stratégie pour améliorer la conjoncture actuelle. RADIO PLUS et TV PLUS se sont intéressés aux propos tenus par l'ancien Président Marc Ravalomanana. Ce dernier a démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait interdit aux hommes de son parti de réintégrer le nouveau gouvernement. Dans son discours, le leader du parti TIM a fait savoir que seul l'épanouissement de Madagascar dans tous les domaines lui importait. Il ne compte donc pas demander la démission de ses ministres reconduits au sein du gouvernement Mahafaly. Ceci étant, « différentes forces vives exercent une pression sur ce gouvernement », argumente le journaliste de la radio ANTSIVA. Selon lui, les nominations tournent autour

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



d'enjeux d'intérêts, et ce malgré les promesses d'un gouvernement « combatif » faites par le Premier ministre. Outre la communauté internationale, dont l'aval a été une condition majeure dans les nominations à la tête des ministères stratégiques ; et la Première Dame « qui exerce visiblement son influence sur les affaires politiques nationales », le journaliste soupçonne la mafia, « partenaire financier non négligeable », d'avoir eu son mot à dire. De l'avis de la station, les jeux de « mallettes » ont été monnaie courante tout au long du processus de mise en place de ce gouvernement. Gérard Noël Ramamimampionona, analyste politique, explique d'ailleurs dans le journal de **KOLO TV** que la désignation des ministres relève d'un arrangement, de sorte que « l'on déplace un joueur (ndlr : ministre) d'une position à une autre ». Aussi, le cumul de responsabilités de Mahafaly Olivier, qui tient également le poste de ministre de l'Intérieur, témoigne d'une emprise certaine sur l'appareil étatique. En effet, le gouvernement est majoritairement composé de partisans HVM, comme l'a souligné **VIVA**, tout en rappelant le travail qui attend l'institution dans l'organisation des sommets de la COMESA et de Francophonie.

FREE FM est revenu sur les discours de soutien tenus, la veille des nominations, par les administrateurs civils. Dans son traitement, le journaliste de la station craint, cependant, qu'il ne s'agisse d'actes intéressés. « Ces personnalités espéraient gagner une place au sein du nouveau gouvernement », opine-t-il, avant de condamner l'attitude qu'il qualifie d'« égoïste ». Les membres du Syndicat des Administrateurs civils ont d'ailleurs réagi suite à ces déclarations, rapporte **VIVA**. Ils ont nié toute adhésion, en soulignant que les administrateurs qui ont tenu ce discours sont minoritaires et cherchent surtout à être nommés aux hauts emplois de l'Etat.

Concernant les cérémonies de passation de service au sein des ministères, la plupart des chaînes analysées ont accordé une couverture ample, en insistant sur le contenu des allocutions des nouveaux ministres. Ainsi, **KOLO TV** a relayé les propos de Roland Ravatomanga, nouveau ministre de l'Eau et de l'Assainissement, qui s'est déclaré ouvert à tout nouveau partenariat afin de promouvoir son secteur d'activité. **TV PLUS**, de son côté, a mis le point sur les déclarations faites par Narison Rafidimanana, nouveau ministre d'Etat en charge de l'Aménagement du territoire. Il a assuré que toutes les infrastructures destinées à recevoir de 16^{ème} Sommet de la Francophonie seront prêtes avant le mois de novembre. Puis, interrogé sur le litige foncier opposant Marc Ravalomanana à l'Etat malgache, le ministre a fait comprendre qu'il œuvrerait dans l'intérêt des 22 millions de Malgaches. **FREE FM**, quant à lui, s'est focalisé sur les propos tenus par la nouvelle ministre de l'Environnement Ndahimananjara Johanita, qui s'est exprimée sur l'affaire de bois de rose à Singapour en marge de son investiture. La ministre a rassuré que les procédures étaient en marche pour clarifier et régler l'affaire. « Comme toujours, les nouveaux ministres ou ceux reconduits ont affirmé vouloir faire mieux que leur prédécesseur », fait remarquer le journaliste de la radio. La station s'est enquis également de l'avis de la population, par le biais d'un micro-trottoir, dans le but de soutenir que les discours prometteurs des nouveaux membres du gouvernement n'ont pas convaincu les citoyens. En effet, la plupart des interviewés ont affirmé ne rien attendre de ce nouveau gouvernement, qui est à l'image de celui de Jean Ravelonarivo. Autrement dit, « ce gouvernement n'est pas non plus à la hauteur des attentes des Malgaches ». De l'avis de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



conseillère à la mairie d'Antananarivo, Lalatiana Ravololomanana, les dirigeants sont trop occupés à se disputer les postes en haut-lieux et accordent, de ce fait, peu d'intérêt au peuple. Dans la foulée, la société civile a aussi réagi. Aux micros de la radio ANTSIVA et MA-TV, Patricia Raharisoamalala, porte-parole du mouvement Rohy a dénoncé le manque de sérieux des dirigeants. En effet, en se référant aux discours tenus par les nouveaux ministres, les organisations de la société civiles remarquent qu'aucune solution n'a été proposée pour résoudre les problèmes « réels » qui minent la société malgache.

FOYER DE TENSION

LES REVENDICATIONS SYNDICALES SE POURSUIVENT

En dépit des différentes tentatives d'apaisement engagées par les autorités étatiques, les manifestations qui ont débuté la semaine précédente ne se sont toujours pas calmées. En effet, le 19 avril, les greffiers ont bloqué l'entrée principale du Tribunal d'Anosy, ne laissant passer que les employés de la Cour. Selon les meneurs de grève, ce mouvement a pour objectif de conscientiser le nouveau ministre de la Justice. De leur côté, le personnel de l'administration pénitentiaire a aussi poursuivi son mouvement, entamé depuis plus d'une semaine. Les manifestants ont souligné que les grèves ne cesseront que si leurs revendications sont satisfaites. En attendant, 70 prévenus qui auraient dû être incarcérés définitivement, ont été replacés en détention dans les cellules des commissariats de police et de la gendarmerie. 80 autres qui auraient dû être jugés, n'ont pas pu comparaître devant le juge. Suite à ces événements, le nouveau Garde des Sceaux, Charles Andriamizeza a rencontré les représentants du Syndicat des greffiers et celui des pénitenciers. A l'issue de cette rencontre, le ministre a appelé les grévistes à reprendre leurs postes, tout en indiquant qu'un Comité sera mis en place pour faire le point entre le ministère et les syndicats. Par ailleurs, la plateforme des syndicats du ministère de l'Education nationale a également menacé d'observer une grève. En effet, la plateforme a organisé une conférence de presse, le 19 avril, pour mettre en avant leurs revendications, dont le déblocage des arriérés de paiement destinés aux enseignants-correcteurs qui ont participé aux examens officiels. Dans la même lignée, ils demandent l'annulation des contrats obligeant les enseignants à travailler pendant au moins six ans avant de pouvoir bénéficier officiellement du statut de fonctionnaire. Par ailleurs, quatre anciens délégués du personnel de la compagnie Air Madagascar ont organisé un sit-in. Et pour cause, ils n'auraient pas été réintégrés à leur poste, malgré la décision du Tribunal administratif annulant leur sanction. D'après eux, non seulement ils n'ont pas reçu leur paie depuis 10 mois, mais l'accès aux locaux de la compagnie leur a également été interdit.

Face à ces foyers de tension, les responsables étatiques ont réagi successivement sur les chaînes publiques TVM et RNM. En ce sens, les stations informent que le Président Hery Rajaonarimampianina est à pied d'œuvre pour trouver des solutions. C'est dans cette optique que le Chef du gouvernement, Solonandrasana Mahafaly Olivier a reçu, au palais de Mahazoarivo, une délégation du Syndicat des Greffiers de Madagascar. Le numéro un du gouvernement a fait la promesse de prendre les mesures qui s'imposent vis-à-vis des revendications du syndicat. Pour sa part, la station VIVA, à travers un traitement approfondi

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*et non moins alarmiste, souligne que la situation a été explosive devant les portes du Tribunal d'Anosy. Puis, pour tenter d'expliquer la situation, la station a fait intervenir Florentin Ramamonjiarisoa, président du F3M, qui a expliqué que la faible rémunération des fonctionnaires est à l'origine de la récurrence des grèves syndicales. Plus explicitement, ils sont frustrés de l'écart existant entre les salaires des différents fonctionnaires. S'adonnant à une couverture tout aussi inquiétante et non moins partielle, **FREE FM** fait remarquer que la rencontre entre les grévistes et le ministre de la Justice n'a pas été fructueuse. En effet, aucun compromis n'a été trouvé, souligne-t-il en rapportant les propos des représentants des deux syndicats. **MA-TV**, dans un souci d'impartialité s'est enquis des voix des deux bords concernés, et met en avant une issue positive. En effet, la station, après avoir retransmis l'allocution de Hery Rajaonarimampianina rassurant que des solutions seront apportées incessamment, a accordé une couverture à Nicolas Rabenandrasana, président du Syndicat des Greffiers de Madagascar. Ce dernier a d'ailleurs, tenu à remercier le ministre de la Justice d'avoir reçu les représentants du syndicat.*

*Concernant le cas d'Air Madagascar, **TV PLUS** a interviewé Rado Rabarilala, un des quatre meneurs de grève, qui a mis la lumière sur « l'état déplorable » dans lequel se trouve ladite compagnie, pour ne citer que le délabrement des avions. Selon lui, l'inertie dont font preuve les autorités étatiques face à la situation, s'apparente à une vengeance contre le personnel qui est la première victime de la décadence de la compagnie.*

*Si **MA-TV** est resté factuel dans le traitement du cas de la grève des enseignants, **VIVA** prend un ton grave et opine que « ces enseignants ne semblent pas être la priorité du régime ». Tout en prenant partie en faveur des enseignants dans la couverture de cette manifestation, et de manière à aiguiser les tensions, le journaliste de la station ajoute que le secteur de l'éducation, pilier du développement du pays, est complètement délaissé. La grève des greffiers, celle des agents pénitentiaires, et maintenant des enseignants **FRAM**..., autant de manifestations qui, à première vue, ne trouveront pas d'issue positive dans les meilleurs délais.*

PROPOS ILLEGITIMES

*La présentation des nouveaux membres du gouvernement de Solonandrasana Mahafaly Olivier a suscité une vague de réactions, la plupart négatives. Le sénateur Lyllison René de Rolland a apporté son point de vue au micro de **MA-TV**. Le parlementaire a tenu un discours offensant, en soutenant que « le Premier ministre sera chargé dorénavant de blanchir les affaires douteuses commises par la Présidence », en ajoutant que la désignation du nouveau Premier ministre ne reposait que sur des affinités personnelles. Face à de tels propos, le journaliste de la station est resté simple spectateur, en s'abstenant de tout commentaire.*

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

